

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel  
du Languedoc**

**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL 2009**



# SOMMAIRE

- 1) - Rapport semestriel d'activité.
- 2) - Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2009.
- 3) - Déclaration des personnes physiques.
- 4) - Rapports des commissaires aux comptes.

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE**  
**MUTUEL DU LANGUEDOC**

**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30/06/2009**

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### A. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

*A.1 Changement de principes et méthodes comptables*

*A.2 Evolution du périmètre de consolidation*

### B. RESULTATS CONSOLIDES

*B.1. Environnement économique et financier*

*B.2. Résultats consolidés*

### C. STRUCTURE FINANCIERE

*C.1. Les Fonds Propres*

*C.2. Les parties liées*

### D. GESTION DES RISQUES

*D.1. Risque de Crédit*

*D.2. Risque de marché*

*D.3. Risque de taux d'intérêt global*

*D.4. Risque de change*

*D.5. Risque de liquidité et de financement*

*D.6. Risques opérationnels*

### E. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

*E.1. Le contrôle permanent*

*E.2. La prévention et le contrôle des risques de non conformité*

*E.3. Le contrôle périodique*

### F. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

## A. *Présentation des états financiers*

### A.1. **Changement de principes et méthodes comptables**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés.

### A.2. **Evolution du périmètre de consolidation**

Le fonds dédié Gard Diversifié a été liquidé en juin 2009. Il est déconsolidé à compter du 30 juin 2009.

Les impacts de cette déconsolidation sont précisés au Cadre Général des comptes consolidés intermédiaires résumés.

## B. **Résultats Consolidés**

### B.1. **Environnement économique et financier**

Comme en 2008, les évolutions des taux de marché ont eu un impact important sur l'activité et les comptes de la Caisse Régionale :

Les taux courts (Euribor 3 mois et EONIA) ont poursuivi sur la tendance entamée en octobre 2008, avec une nouvelle forte chute : l'E3M moyen a reculé de 3,26% à 1,23% entre décembre 2008 et juin 2009 (5,13% en octobre soit presque -4 pts en 9 mois), et l'EONIA a reculé de 2,46% à 0,68% sur la même période.

Sur le semestre, les taux longs, ont en revanche progressé régulièrement, après un 2<sup>o</sup> semestre 2008 de baisse continue. Ainsi, la situation dite de courbe inversée, qui prévalait depuis le 2<sup>o</sup> semestre 2007 a disparu fin 2008, l'écart entre le TEC10 et l'E3M étant proche de 2,7%.

Les marchés actions, en ligne avec l'évolution de 2008, ont enregistré une volatilité très marquée. En valeur à la clôture, le CAC est proche au 30 juin du niveau du 31/12, avec un point bas en mars (2519 pts le 2 mars)

Parallèlement, l'environnement économique et financier dégradé induit une montée du risque de crédit sur la période.

### B.2. **Résultats consolidés**

La Caisse Régionale a intensifié la diffusion de ses services bancaires et contrats d'assurances grâce à une gamme de produits élargie (Cartwin, nouvelle carte adossée à des assurances spécifiques, ou Garantie Obsèques par exemple). Les encours de crédits progressent de 3,7% sur 12 mois, les réalisations de nouveaux crédits atteignant 1,08 Md€, malgré un recul important de la demande sur tous les marchés.

Face à des marchés actions toujours très volatiles et une baisse des taux courts rendant l'épargne monétaire rémunérée moins attractive, l'activité collecte de la Caisse Régionale s'est majoritairement orientée vers des produits sécurisés comme les dépôts à terme longs et les livrets bancaires avec plus de 240M€ collectés sur le Livret A. Sur un an, l'encours de collecte a ainsi progressé de 1,4% à 20,2 Md€, malgré la baisse sur 12 mois de la valorisation des OPCVM et des produits d'assurance en unités de compte.

Le Produit Net Bancaire sur base consolidée de la Caisse régionale s'établit à 276 millions d'euros, en repli de 16,9%.

- Le PNB d'activité clientèle est en hausse de 2%, grâce à la tonicité des encours gérés et l'effet favorable de la repentification rapide de la courbe des taux. Les bonnes performances enregistrées dans la vente de services et l'équipement des clients en produits d'assurances des biens et des personnes ont également contribué à cette progression.
- La marge sur activité propre est impactée par des moins values de cession de titres disponibles à la vente comptabilisés dans les fonds dédiés de la Caisse régionale. Ces portefeuilles titres, valorisés en trading jusqu'au 31 décembre 2007, ont enregistré des plus values jusqu'à cette date. Suite au changement de méthode comptable et à la valorisation de ces portefeuilles en titres disponibles à la vente à compter du 1er janvier 2008, le 31/12/2007 est la date de référence pour le calcul des plus ou moins values sur les cessions de titres détenus au 31/12/2007.

Les efforts récurrents de maîtrise budgétaire permettent d'enregistrer un recul de 6,2% des charges de fonctionnement à 133,9 M€. Le Résultat Brut d'exploitation s'établit ainsi à 142,1 M€.

Le coût du risque est stable à 94,3 M€, dont 77,1 M€ relatifs aux créances douteuses et 17,2 M€ relatifs aux créances saines ; la Caisse Régionale a en effet maintenu ses efforts de provisionnement du risque crédit tant en terme de provisions affectées (82,8% de couverture pour un taux de CDL de 3,2%), qu'en matière de provisions (sous forme de provisions collectives et filières) sur encours sains.

Après prise en compte de la charge fiscale, le résultat consolidé du semestre s'établit à 36,6 M€.

## **C. Structure Financière**

### **C.1. Les fonds Propres**

Les capitaux propres sont présentés en point 5-10 des comptes consolidés intermédiaires résumés ; leur évolution est présentée dans le tableau de variation des capitaux propres.

### **C.2. Les parties liées**

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.4 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2009 ».

## **D. Gestion des risques**

### **D.1. Risque de crédit**

#### D.1.1 Description – Définition

**Le risque de crédit** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière.

Le dispositif global de maîtrise du risque de crédit est basé sur des principes généraux, communs à tous les marchés, et des règles de distribution propres à chaque marché.

Ce dispositif a été mis en place à la création de la Caisse régionale du Languedoc et validé par le Conseil d'Administration en avril 2007.

#### D.1.2 Principales évolutions en terme :

- **d'objectifs et de politique**

Les principes généraux restent identiques à ceux décrits dans le rapport d'activité annuel : une approche en risques liés, des limites réglementaires et opérationnelles, des limites globales de distribution, des risques filières et une couverture Foncaris.

- **de gestion du risque**

L'organisation et le dispositif de suivi des risques de crédit, la méthodologie et les systèmes de mesure de ceux-ci n'ont pas connu d'évolution significative au cours de la période.

Le dispositif de provisionnement collectif Bâle 2 n'a pas vu d'évolution significative sur le semestre :

- Les encours sains portés sur deux des filières les plus risquées restent partiellement provisionnés par des provisions sectorielles, mises en place au premier semestre 2008, et actualisées en 2009 :
  - Filière des professionnels de l'immobilier : encours de 12 M€ de provision (+0,4 M€ sur le semestre)
  - Filière viti-vinicole : encours de 49,4 M€ (+0,3 M€ sur le semestre)
- Les autres encours sains (majoritairement l'habitat) restent couverts par une provision collective calculée en utilisant les concepts Bâle II :
  - Encours de 177,6 M€ (+16,5 M€ sur le semestre)

Les dépréciations sur base collective à la fois assises sur les outils Bâle 2 et sur les risques sectoriels spécifiques s'élèvent au total à 241,1 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 228,6 millions d'euros au 31 décembre 2008.

- **d'exposition**

- **Exposition maximale**

*L'exposition maximale au risque de crédit est présentée avant tout effet de compensation ou de prise en compte des collatéraux*

<i>(en millions d'euros)</i>	Sources / Notes comptes semestriels	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	5.1	14,7	15,9
Instrumentés dérivés de couverture	Bilan actif	148,3	154
Actifs disponibles à la vente	5.2	1238,9	1176,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	5.3	399,6	240
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	15 034,6	15 008,6
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	81,2	88,8
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>		16 917,3	16 683,5
Engagements de financement donnés	6	2 037,6	1 962,6
Engagements de garantie financière donnés	6	382,1	421,8
Provisions – Engagements par signature	5.9	- 2,6	- 3,4
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>		2417,1	2381,0
<b>TOTAL Exposition nette</b>		19334,4	19064,5

*Exposition aux grands risques (10 premiers groupes non bancaires)*

<i>Contreparties ou groupe de contreparties</i>	<i>Notation interne Crédit Agricole</i>	<i>Secteur d'activité (code APE)</i>	<i>Montant (K€)</i>
<b>1 - Conseil Général Hérault</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>157 607</b>
<b>2 - Communauté Agglo de Montpellier</b>	<b>A</b>	<b>8411Z</b>	<b>134 372</b>
<b>3 - Région Languedoc Roussillon</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>131 095</b>
<b>4 - CHU Montpellier</b>	<b>A</b>	<b>8411Z</b>	<b>53 197</b>
<b>5- Conseil Général Aude</b>	<b>A</b>	<b>8411Z</b>	<b>42 728</b>
<b>6 – Commune de Carcassonne</b>	<b>B+</b>	<b>8411Z</b>	<b>37 800</b>
<b>7 - Société Nationale Immobilière</b>	<b>B+</b>	<b>7010Z</b>	<b>37 627</b>
<b>8 – Groupe Larosa</b>	<b>C+</b>	<b>7010Z</b>	<b>29 268</b>
<b>9 – Commune de Sète</b>	<b>B</b>	<b>8411Z</b>	<b>29 052</b>
<b>10 - SAS Guiraudon/Guipponi/Leygue</b>	<b>B</b>	<b>4110C</b>	<b>28 543</b>

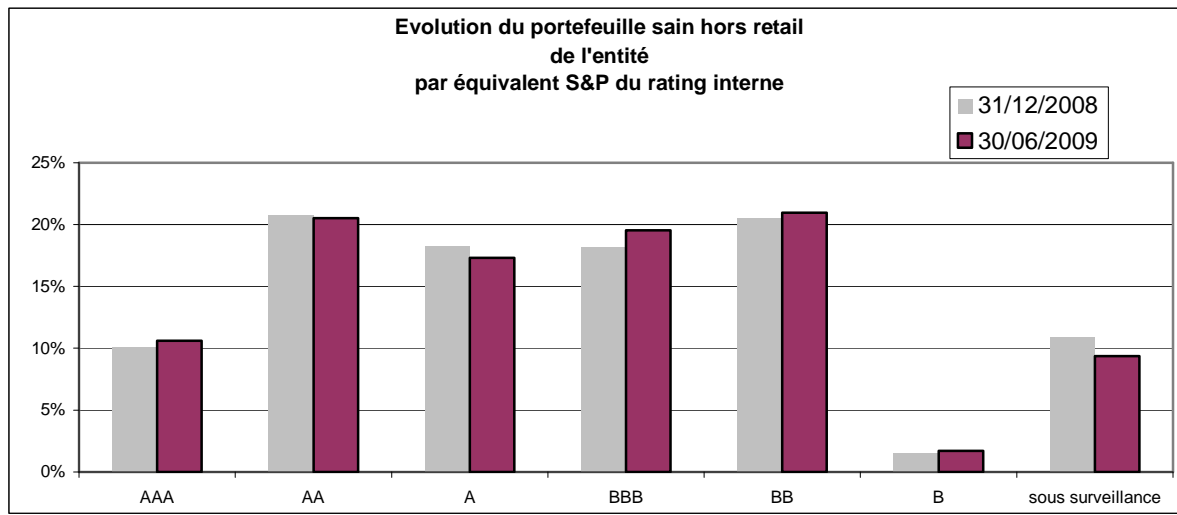


## - Exposition par agent économique

Cf. note n°5.3 des Comptes consolidés intermédiaires résumés.

### D.1.3 Qualité des encours

Qualité des encours CORPORATE au 30/06/2009 et 31/12/2008  
(Ventilation en équivalent Standard & Poors)



### D.1.4 Coût du risque

La Caisse Régionale a maintenu un niveau élevé de couverture de ses risques de crédit, sous forme de provisions affectées aux créances douteuses et litigieuses (taux de couverture de 82,8%) et sous forme de provisions collectives (encours de 239 M€, en progression de 17 M€ sur le semestre). Le coût du risque reste stable à 94,3 M€.

## D.2. Risques de marché

### D.2.1 Description – Définition

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement les instruments enregistrés en « Trading » et ceux enregistrés en « Disponibles à la vente ». La variation de juste valeur des instruments de Trading se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur des instruments « Disponibles à la vente » se traduit par un impact sur les fonds propres.

### D.2.2 Principales évolutions en terme :

- **d'objectifs et de politique**

La gestion du portefeuille de titres vise à obtenir une contribution régulatrice au PNB. Elle recherche la meilleure optimisation du couple rendement risque à travers une diversification des classes d'actifs (actions, obligataire, monétaire et alternatif).

Une structure cible du portefeuille est ainsi définie chaque année, en fonction de l'espérance de rendement à long terme, tout en prenant en compte les contraintes conjoncturelles des marchés.

Au titre de ces contraintes conjoncturelles (crise des marchés financiers et crise de liquidité), la Caisse régionale n'a souscrit aucun OPCVM sur l'ensemble des classes d'actifs au cours du semestre. Au contraire, la CR a souhaité réduire son déficit de liquidité en procédant à des cessions d'actifs.

La caisse régionale a notamment cédé 105,2 M€ d'OPCVM actions et 34 M€ d'OPCVM alternatives (en direct ou au travers de ses fonds dédiés)

- **d'exposition**

Conséquence de cet allègement du programme d'investissements, la Caisse régionale a diminué sensiblement son exposition au risque de marché, avec une surpondération du compartiment monétaire par rapport à la cible initialement définie.

- **Activité de marchés (Value at Risk et scénario catastrophe)**

La VAR permet d'estimer le risque d'un « portefeuille de placement » investi sur les marchés financiers en calculant un risque de variation des PVL pour différents niveaux de prudence et différents horizons.

La VAR 1 mois au 30 juin 2009 est de 7,9 M€.

Le scénario catastrophe défini par CASA a pour objectif de déterminer l'impact sur le « portefeuille de placement » d'une évolution adverse des marchés financiers : actions -20%, obligataire : hausse des taux de 2 points, alternatif - 10%, monétaire dynamique en baisse de 2,5%.

Au 30 juin 2009, le scénario catastrophe aurait un impact sur la CR du Languedoc de 44,0 M€ sur la valorisation de ce « portefeuille de placement ».

- **Opérations sur instruments dérivés**

Le portefeuille de Credit Default Swaps hors groupe s'élève à 235 M€. Il a diminué de 25 M€ au cours du semestre suite à la vente d'un CDS de notionnel de même montant.

### **D.3. Risque de taux d'intérêt global**

#### **D.3.1 Description – Définition**

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan hors trading. Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché de 1%.

### D.3.2 Principales évolutions en terme :

- **d'objectifs et de politique**

La politique de gestion du risque de taux n'a pas été modifiée sur le 1<sup>er</sup> semestre :

- Sur le compartiment des Fonds Propres : de façon opérationnelle, le risque de taux est géré conjointement avec le risque de marché et ne fait pas l'objet de couverture spécifique par produits dérivés.
- Sur le bilan hors fonds propres : une insensibilisation maximale du PNB est recherchée aux variations des taux de marchés sur un horizon de 15 ans (fermeture maximale de l'impasse).

La CR mesure trimestriellement son exposition au risque de taux et fixe des limites au travers d'une sensibilité maximum à une variation des taux conformément aux règles de Crédit Agricole S.A. Les limites s'appliquent sur une impasse agrégeant les risques à taux fixe, inflation et fonds propres : la perte en cas de variation de 2% des taux doit être inférieure sur chaque année à 10% du RBE, 4% du PNB et la VAN doit être inférieure à 10% des fonds propres.

#### Au 30/06/2009

Impasse stock avant couv.	384	-34	-75	-147	-76	108	69	106	163	110	4	-7	-59	48	284
Impasse FP	-421	-394	-373	-364	-360	-349	-356	-396	-383	-371	-361	-325	-287	-250	-211
Impasse stock + FP+ inflation avant couv.	-173	-529	-513	-561	-492	-289	-327	-325	-235	-265	-385	-358	-377	-223	63
Impasse stock + FP + inflation après couv. proposée	-406	-430	-442	-490	-421	-369	-406	-405	-315	-345	-465	-438	-456	-303	-17

année		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
impasse en M€		-406	-430	-442	-490	-421	-369	-406	-405	-315	-345	-465	-438	-456	-303	-17
impact PNB d'un mouvement de taux de 200 bp	en M€	8,1	8,6	8,8	9,8	8,4	7,4	8,1	8,1	6,3	6,9	9,3	8,8	9,1	6,1	0,3
	en % du PNB	1,4%	1,4%	1,5%	1,6%	1,4%	1,2%	1,4%	1,3%	1,0%	1,1%	1,6%	1,5%	1,5%	1,0%	0,1%
	en % du RBE	2,6%	2,7%	2,8%	3,1%	2,7%	2,3%	2,6%	2,6%	2,0%	2,2%	2,9%	2,8%	2,9%	1,9%	0,1%
VAN		86,6 M€ soit 4,91 % des fonds propres de la CR														

## D.4. Risque de change

Le risque de change revêt un caractère non significatif à la Caisse régionale du Languedoc.

## D.5. Risque de liquidité et de financement

### D.5.1 Description – Définition

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité

(ratio réglementaire à un mois) de la Caisse régionale. Crédit Agricole S.A., en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. La Caisse régionale, au-delà de ses ressources clientèle, a la possibilité de se refinancer à taux de marché auprès de Crédit Agricole S.A. sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans), Avances globales (50% des prêts MLT débloqués). Par ailleurs, elle peut émettre des Titres de Créances Négociables (CDN ; BMTN soumis à l'autorisation préalable de Crédit Agricole S.A.).

#### D.5.2 Principales évolutions en terme :

- **d'objectifs, de politique et de gestion du risque**

La Caisse régionale est soumise dans la gestion de sa liquidité :

- au ratio de liquidité réglementaire à un mois
- aux limites fixées par Crédit Agricole S.A. sur les volumes et les échéances du refinancement

Crédit Agricole S.A a défini des règles de gestion sur la liquidité afin de prémunir le groupe d'un risque d'illiquidité. Les principes suivants permettent de limiter les échéances annuelles de liquidité :

- Mise en place pour chaque Caisse régionale, d'un volume limite de refinancement à court terme.
- L'encours de dette à long terme arrivant à échéance sur une année doit être au maximum de 25% de l'encours des dettes à long terme de la Caisse régionale.

Le pilotage de la liquidité s'appuie sur :

- Une mesure quotidienne du déficit de liquidité
- Une projection mensuelle du déficit à long terme

Les programmes de refinancement de liquidité sont présentés mensuellement au comité financier pour validation.

- **d'exposition**

Mesuré selon la méthode réglementaire, le ratio de liquidité ressort à 172 % au 30/06/2009.

Le déficit de liquidité crédit – collecte au 30 juin 2009 est de 4 Md€. Le droit à limite court terme au 30 juin 2009 de la CR du Languedoc est de 488 M€ (correspondant au volume maximum sur lequel la Caisse régionale peut se refinancer à moins d'un an).

#### D.5.3 Perspectives d'évolution pour le second semestre

La gestion de la liquidité, au-delà du ratio réglementaire de liquidité, est encadrée par un dispositif défini par Crédit Agricole S.A. et mis en œuvre par toutes les Caisses Régionales. Des travaux sont en

cours au niveau du groupe pour intégrer dans ce dispositif les évolutions des contraintes réglementaires. La Caisse Régionale appliquera les recommandations issues de ces travaux dans les mois à venir.

## **D.6. Risques opérationnels**

### **D.6.1 Description – Définition**

Le risque opérationnel correspond au coût des risques résultants de carences ou de défauts attribuables à des procédures, des défaillances humaines, des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Ce sont par exemple la fraude externe et interne, les risques juridiques et de non conformité, les erreurs de traitement, les dommages aux actifs (inondations, dégradations ...), etc.

La Caisse régionale a mis en place son dispositif de gestion des risques opérationnels, selon les recommandations données par Crédit Agricole S.A.. Un point sur le risque opérationnel (mesure du risque, actions à mettre en place, adaptation éventuelle du dispositif) est fait lors de chaque Comité de Contrôle Interne.

### **D.6.2 Principales évolutions**

Au cours du premier semestre 2009, les principales évolutions ont concerné :

- l'élaboration de la cartographie 2008, envoyée le 31/03/2009 conformément au planning donné par Crédit Agricole S.A. Cette cartographie a été réalisée suivant les modalités de révision validées par le Comité de Contrôle Interne
- la révision des seuils financiers de déclenchement de la procédure d'alerte. Le Comité de Contrôle Interne a décidé de relever ce seuil. La nouvelle procédure est en place et est disponible dans la documentation procédurale interne de la CR. Un point de suivi sur cette procédure d'alerte sera réalisé régulièrement
- la poursuite des plans d'action de réduction des risques validée par le Comité de Contrôle Interne
- l'intégration du nouvel outil de cartographie du groupe Crédit Agricole. Il devrait être opérationnel pour la cartographie 2009 prévue au second semestre 2009.

## ***E. Dispositif de contrôle interne***

### **E.1. Le contrôle permanent**

Le dispositif de contrôle permanent a été renforcé par le déploiement de l'outil SCOPE au niveau de l'ensemble des services du siège, et une étude est en cours pour définir le plan d'extension au réseau.

Le plan d'actions 2009 du contrôle permanent comptable a été validé en décembre 2008 par le Comité de Contrôle Interne. Il a été défini de façon à conduire les missions sur les domaines non retenus en 2008, et ainsi examiner l'ensemble des activités sur une période de deux ans.

En complément des contrôles comptables mensuels effectués à partir des justificatifs établis et transmis par les services, ces missions ponctuelles ont été effectuées sur les domaines suivants au cours du 1<sup>er</sup> semestre : Agriculture et coopérative, International, Chèques et espèces, Epargne et titres, Comptabilité/ Back office trésorerie.

Le reporting à la Direction Générale inclut des plans d'actions correctives, qui font l'objet d'un suivi de leur réalisation, permettant de renforcer la sécurité de l'ensemble du dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable.

## **E.2. La prévention et le contrôle des risques de non conformité**

Depuis la publication du rapport du Président, le dispositif de contrôle des risques de non conformité a été actualisé et complété, entre avril et juin 2009, notamment par le guide des principaux contrôles AMF et ses fiches qui rappellent et précisent concrètement les contrôles 1er et 2ème degrés à réaliser par les divers services, par exemple sur l'application de la directive MIF.

## **E.3. Le contrôle périodique**

Dans le cadre de la démarche de la Ligne Métier Audit-Inspection du groupe, la cartographie des risques auditables ainsi que le plan d'action pluri-annuel élaborés en 2008 ont été actualisés pour 2009.

Le plan d'action annuel qui en découle a été présenté et validé au Comité de Contrôle Interne de décembre 2008. Son déroulement et son adaptation ont été régulièrement présentés aux Comités de Contrôle Interne de février et de mai.

Le résultat de ces suivis est présenté régulièrement en Comité de Contrôle Interne.

Conformément aux instructions groupe, la synthèse des résultats des contrôles normalisés agences réalisés au premier semestre 2009 a été adressée à l'Inspection générale groupe, en complément des synthèses des missions siège adressées au fil de l'eau.

## ***F. Tendances récentes et perspectives***

Les résultats du premier semestre valident la stratégie de développement et confortent la situation financière de la Caisse Régionale.

Les fondamentaux économiques sont solides, illustrés par un ratio de solvabilité Bâle 2 proche de 11,5%, un encours total de provisions représentant 4,2% des encours de crédits et un coefficient d'exploitation parmi les meilleurs du groupe. Ils permettent à la Caisse régionale d'aborder l'avenir avec confiance et lui donnent les moyens des ses ambitions de développement, dans tous ses métiers (crédit, collecte, assurance), malgré un contexte économique qui pourrait rester dégradé.

**COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES**  
**AU 30 JUIN 2009**

## SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL</b>	.....
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b>	.....
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	.....
<b>GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES ET RESULTAT NET</b>	.....
<b>BILAN ACTIF</b>	.....
<b>BILAN PASSIF</b>	.....
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES</b>	.....
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	.....
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES</b>	.....
1.	PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE .....
2.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES .....
2.1.	<i>Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice</i> .....
2.2.	<i>Principales opérations externes réalisées au cours du semestre</i> .....
2.3.	<i>Les écarts d'acquisition</i> .....
2.4.	<i>Parties liées</i> .....
3.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....
3.1.	<i>Produits et Charges d'intérêts</i> .....
3.2.	<i>Commissions nettes</i> .....
3.3.	<i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> .....
3.4.	<i>Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente</i> .....
3.5.	<i>Produits et charges nets des autres activités</i> .....
3.6.	<i>Charges générales d'exploitation</i> .....
3.7.	<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> .....
3.8.	<i>Coût du risque</i> .....
3.9.	<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> .....
3.10.	<i>Impôts</i> .....
3.11.	<i>Variation des gains ou pertes latents ou différés</i> .....
4.	INFORMATIONS SECTORIELLES .....
5.	NOTES RELATIVES AU BILAN .....
5.1.	<i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> .....
5.2.	<i>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente</i> .....
5.3.	<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i> .....
5.4.	<i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i> .....
5.5.	<i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i> .....
5.6.	<i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i> .....
5.7.	<i>Immeubles de placement</i> .....
5.8.	<i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> .....
5.9.	<i>Provisions</i> .....
5.10.	<i>Capitaux propres</i> .....
6.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE .....
7.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....
8.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....
9.	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE .....
10.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2009 .....



# CADRE GENERAL

## ***Présentation juridique de l'entité***

### **1. Dénomination, Siège Social et immatriculation**

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du LANGUEDOC

Appellation commerciale : Crédit Agricole du LANGUEDOC

Siège Social : avenue de Montpelliéret - MAURIN - 34977 LATTES CEDEX

Code APE : 641D

Numéro SIRET : 492 826 417 000 15

Numéro SIREN : 492 826 417 RCS MONTPELLIER

Lieu de cotation : EURONEXT PARIS

### **2. Forme juridique**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc est une société coopérative à capital et personnel variables, régie par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole, et soumise à la réglementation bancaire contenue dans les articles L 511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

En outre, elle est soumise aux dispositions légales ou réglementaires contenues dans :

- la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, modifiée par la loi du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
- les dispositions non abrogées de l'ancien livre V du Code Rural,
- les articles L 231-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux sociétés à capital variable.

La Caisse régionale a été constituée par acte sous seing privé en date du 26 avril 2007 entre les personnes visées à l'article 512-22 du Code Monétaire et Financier, et inscrite sur la liste des établissements de crédit agréés en qualité de banque mutualiste et coopérative avec l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées.

### **3. Evènements intervenus au cours du semestre**

- La Caisse régionale a procédé au remboursement de 11 589 parts de son fonds dédié FORCE MIDI pour 142 768 K€
- Elle a également procédé à la cession de l'intégralité des parts de son fonds dédié Gard Diversifié pour 50 986 K€ ; celui-ci a été liquidé en juin 2009 ; il est déconsolidé à compter du 30 juin 2009

Cette déconsolidation a entraîné un impact sur le résultat consolidé de la période de – 2 587 K€, constituant l'écart entre le prix de vente des titres Gard Diversifié en Caisse régionale et le prix de revient consolidé de Gard Diversifié (contribution aux réserves consolidées, aux gains et pertes latents ou différés et au résultat consolidé).

- Par ailleurs, la Caisse régionale du Languedoc a consenti en juin une avance en compte courant à la SAS LA BOETIE pour 21 928 KE, qui sera capitalisée en juillet 2009
- La Caisse régionale a également consenti une avance en compte courant à la SACAM DEVELOPPEMENT pour un montant de 4 683 KE afin de conforter ses fonds propres
- Enfin, la Caisse régionale a acheté des parts de la SACAM AVENIR pour 3 100 K€ et des parts de la SACAM ASSURANCE pour 219 K€

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Intérêts et produits assimilés	3.1	480 318	986 409	480 880
Intérêts et charges assimilées	3.1	-314 614	-705 402	-336 337
Commissions (produits)	3.2	164 574	280 613	143 880
Commissions (charges)	3.2	-23 316	-32 920	-13 078
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	13 172	-20 676	-147
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	-43 868	30 923	33 986
Produits des autres activités	3.5	1 591	60 545	24 342
Charges des autres activités	3.5	-1 886	-4 989	-1 608
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>275 971</b>	<b>594 503</b>	<b>331 918</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-127 666	-273 407	-134 537
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-6 242	-12 773	-8 288
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>142 063</b>	<b>308 323</b>	<b>189 093</b>
Coût du risque	3.8	-94 345	-129 821	-93 935
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>47 718</b>	<b>178 502</b>	<b>95 158</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	-1 761	402	400
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.3			
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>45 957</b>	<b>178 904</b>	<b>95 558</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-9 361	-43 125	-17 186
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>36 596</b>	<b>135 779</b>	<b>78 372</b>
Intérêts minoritaires		-16	-2	-1
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>36 612</b>	<b>135 781</b>	<b>78 373</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Écarts de conversion				
Actifs disponibles à la vente		257 327	(641 047)	(358 199)
Instruments dérivés de couverture		29	37	164
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>257 356</b>	<b>(641 010)</b>	<b>(358 035)</b>
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>3.11</b>	<b>257 356</b>	<b>(641 010)</b>	<b>(358 035)</b>
Résultat net part du groupe		36 612	135 781	78 373
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>293 968</b>	<b>(505 229)</b>	<b>(279 662)</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		(17)	(6)	(2)
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>293 951</b>	<b>(505 235)</b>	<b>(279 664)</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole détiennent la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50% des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination de la valeur du titre. Ces opérations recouvrent par exemple les cessions de titres entre les Caisses régionales ou les augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Les modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie prévues par la convention de liquidité reposaient jusqu'à présent essentiellement sur la valorisation au cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A. Elles ont été modifiées par décision unanime des Caisses Régionales et de Crédit Agricole S.A. le 19 mars 2009 afin de continuer à refléter l'objet de la société.

Elles intègrent désormais une valorisation plancher des actions Crédit agricole S.A. égale au prix de revient moyen des actions Crédit Agricole S.A. détenues par la SAS Rue la Boétie pour autant qu'il ne soit pas supérieur à l'actif net consolidé Crédit agricole S.A. par action qui serait alors retenu.

En conséquence, la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie détenus par la Caisse Régionale s'est trouvée augmentée de 135 452 K€ et les réserves recyclables sur actifs disponibles à la vente -net d'impôt- de 133 120 K€.

## BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2009</b>	<b>31/12/2008</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES		118 256	143 962
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	14 711	15 935
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		148 361	153 972
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2 - 5.4	1 238 879	1 176 205
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3 - 5.4	399 571	239 978
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3 - 5.4	15 034 646	15 008 555
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN		115 620	119 424
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		81 229	88 776
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		114 186	157 536
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		411 265	473 739
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	4 874	5 234
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	69 332	71 337
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	3 598	3 395
ECARTS D'ACQUISITION	2.3		
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>17 754 528</b>	<b>17 658 048</b>

(1) au 31/12/2008, cette ligne se décomposait comme suit : actifs d'impôts courants pour 38 129 K€ et actifs d'impôts différés pour 119 407 K€

Les lignes « Actifs d'impôt courant » et « Actifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Actifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2009</b>	<b>31/12/2008</b>
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	15 132	26 019
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		181 956	145 448
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	11 376 334	11 060 478
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	3 433 244	3 511 490
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	76 364	475 935
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN		117 437	127 217
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		18 418	
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		379 823	403 321
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5.9	47 035	53 195
DETTES SUBORDONNEES	5.6	73 007	89 378
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>15 718 750</b>	<b>15 892 481</b>
CAPITAUX PROPRES	5.10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		2 035 765	1 765 546
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 390 422	1 392 710
RESERVES CONSOLIDEES		513 970	399 648
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		94 761	-162 593
RESULTAT DE L'EXERCICE		36 612	135 781
INTERETS MINORITAIRES		13	21
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 035 778</b>	<b>1 765 567</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>17 754 528</b>	<b>17 658 048</b>

(1) Les lignes « Passifs d'impôt courant » et « Passifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Passifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1) (2)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2008</b>	212 028	1 586 840	-534	1 798 334	478 415	21 279	2 298 028	27	2 298 055
Augmentation de capital	-717			-717			-717		-717
Variation des titres auto détenus	-471			-471			-471		-471
Dividendes versés en 2008				0		-21 281	-21 281		-21 281
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-1 188</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 188</b>	<b>0</b>	<b>-21 281</b>	<b>-22 469</b>	<b>0</b>	<b>-22 469</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-358 199</b>	<b>0</b>	<b>-358 199</b>	<b>0</b>	<b>-358 199</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 1er semestre 2008				0		78 373	78 373		78 373
Autres variations				0	164	2	166	-1	165
<b>Capitaux propres au 30 juin 2008</b>	<b>210 840</b>	<b>1 586 840</b>	<b>-534</b>	<b>1 797 146</b>	<b>120 380</b>	<b>78 373</b>	<b>1 995 899</b>	<b>26</b>	<b>1 995 925</b>
Augmentation de capital	-5 072			-5 072			-5 072		-5 072
Variation des titres auto détenus	460		129	589			589		589
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-4 612</b>	<b>0</b>	<b>129</b>	<b>-4 483</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-4 483</b>	<b>0</b>	<b>-4 483</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-299 664</b>	<b>0</b>	<b>-299 664</b>	<b>0</b>	<b>-299 664</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2008				0		57 408	57 408		57 408
Autres variations		-304		-304	16 689		16 385	-5	16 380
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>206 228</b>	<b>1 586 536</b>	<b>-405</b>	<b>1 792 359</b>	<b>-162 595</b>	<b>135 781</b>	<b>1 765 545</b>	<b>21</b>	<b>1 765 566</b>
Affectation du résultat 2008		114 322		114 322		-135 781	-21 459		-21 459
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2009</b>	<b>206 228</b>	<b>1 700 858</b>	<b>-405</b>	<b>1 906 681</b>	<b>-162 595</b>	<b>0</b>	<b>1 744 086</b>	<b>21</b>	<b>1 744 107</b>
Augmentation de capital	-879			-879			-879		-879
Variation des titres auto détenus			-529	-529			-529		-529
Dividendes versés en 2009				0			0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-879</b>	<b>0</b>	<b>-529</b>	<b>-1 408</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 408</b>	<b>0</b>	<b>-1 408</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (3)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>257 357</b>	<b>0</b>	<b>257 357</b>	<b>0</b>	<b>257 357</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 30/06/2009				0		36 612	36 612		36 612
Autres variations		-880		-880			-880	-8	-888
<b>Capitaux propres au 30 juin 2009</b>	<b>205 349</b>	<b>1 699 978</b>	<b>-934</b>	<b>1 904 393</b>	<b>94 762</b>	<b>36 612</b>	<b>2 035 767</b>	<b>13</b>	<b>2 035 780</b>

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) dont "impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires





## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>45 957</b>	<b>95 558</b>	<b>178 904</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 349	8 410	13 009
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	96 806	90 191	124 533
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-857	-936	-13 405
Résultat net des activités de financement	2 208	2 907	5 346
Autres mouvements	-32 863	-8 177	-20 033
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>71 643</b>	<b>92 395</b>	<b>109 450</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	450 657	321 172	907 751
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-205 795	-991 964	-1 385 578
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-131 067	64 331	350 867
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	39 300	57 247	-35 481
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	22 777	-107 461	-132 086
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>175 872</b>	<b>-656 675</b>	<b>-294 527</b>
<b>TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>293 472</b>	<b>-468 722</b>	<b>-6 173</b>
<i>Flux liés aux participations (1)</i>	-3 223	1 165	-137 851
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-3 614	-3 971	-5 595
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-6 837</b>	<b>-2 806</b>	<b>-143 446</b>
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</i>	-24 772	-21 998	-11 323
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</i>	-18 579	-27 388	-28 709
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-43 351</b>	<b>-49 386</b>	<b>-40 032</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>243 284</b>	<b>-520 914</b>	<b>-189 651</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>59 453</b>	<b>249 104</b>	<b>249 104</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	143 694	141 866	141 866
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-84 241	107 238	107 238
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>302 737</b>	<b>-271 810</b>	<b>59 453</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	118 189	110 190	143 694
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	184 548	-382 000	-84 241
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>243 284</b>	<b>-520 914</b>	<b>-189 651</b>

\* y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2009, l'impact net sur la trésorerie de la Caisse Régionale s'élève à – 3 223 K€, portant notamment sur les opérations suivantes :

Achat de parts de SACAM Avenir pour 3 100 K€

Achat de parts de SACAM ASSURANCE pour 219 K€

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires correspond notamment au paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale à ses actionnaires, à hauteur de 21 444 K€ pour le premier semestre 2009.

(3) au cours du premier semestre 2009, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à - 15 250 K€

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

## 1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de l'entité ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle

La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse régionale. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par la Caisse régionale sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.

- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel

- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée
- 35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 70-2009). Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concessions de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse régionale et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse régionale sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation – parties liées**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

### **2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice**

#### **✓ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2009**

Néant

#### **✓ Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2009**

Le fonds dédié Gard Diversifié est sorti du périmètre de consolidation suite à sa liquidation (cf événements intervenus au cours de l'exercice).

### **2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre**

Néant

### **2.3. Les écarts d'acquisition**

Néant

### **2.4. Parties liées**

Les parties liées à la Caisse régionale sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Les principales transactions conclues avec les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont décrites dans les événements significatifs de la période figurant dans le cadre général du rapport.

Les relations entre parties liées sont principalement composées de :

- La participation des Caisses locales au capital de la Caisse régionale du Languedoc pour 127 740 K€ : les Caisses locales ont perçu 4 471 K€ d'intérêts aux parts au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 ; elles détiennent 40 830 K€ de bons de caisse au 30 juin 2009, à échéance du 31 décembre 2009.
- La participation de la Caisse régionale du Languedoc dans le fonds dédié Force Midi pour 32 262 K€ au 30 juin 2009.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 437	9 761	4 626
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 504	22 745	14 385
Sur opérations avec la clientèle	362 091	723 296	351 013
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	675	486	395
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 924	5 662	3 110
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	97 687	224 459	107 351
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>480 318</b>	<b>986 409</b>	<b>480 880</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 627	-5 320	-2 651
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-192 221	-442 528	-211 012
Sur opérations avec la clientèle	-18 531	-34 083	-15 863
Actifs financiers disponibles à la vente	-1	-3	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-4 135	-21 360	-9 799
Sur dettes subordonnées	-2 208	-5 346	-2 907
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-94 891	-196 762	-94 105
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-314 614</b>	<b>-705 402</b>	<b>-336 337</b>

(1) dont 12 897 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2009 contre 23 726 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 11 384 milliers d'euros au 30 juin 2008

(2) dont 1 422 milliers d'euros au 30 juin 2009 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 371 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 1 698 milliers d'euros au 30 juin 2008

### 3.2. Commissions nettes

	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	613	-313	300	1 320	-712	608	747	-359	388
Sur opérations internes au Crédit Agricole	19 450	-15 243	4 207	31 333	-17 333	14 000	13 856	-5 829	8 027
Sur opérations avec la clientèle	41 282	-144	41 138	86 000	-407	85 593	44 531	-230	44 301
Sur opérations sur titres		-18	-18		-39	-39		-25	-25
Sur opérations de change	73		73	169		169	83		83
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	4 754	-387	4 367	10 127	-851	9 276	5 642	-388	5 254
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (1)	95 526	-7 076	88 450	122 995	-13 501	109 494	79 021	-6 247	72 774
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues (1)	2 876	-135	2 741	28 669	-77	28 592			0
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>164 574</b>	<b>-23 316</b>	<b>141 258</b>	<b>280 613</b>	<b>-32 920</b>	<b>247 693</b>	<b>143 880</b>	<b>-13 078</b>	<b>130 802</b>

(1) certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 381 milliers d'euros au titre du 1er semestre 2009

Etat Pyramide 00RCA04020

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	13 037	-20 936	-220
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-124	-314	-202
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	259	574	275
Résultat de la comptabilité de couverture			
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>13 172</b>	<b>-20 676</b>	<b>-147</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :



### 3.3a : Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	56	87	-31
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>	87	56	31
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	9780	3803	5977
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	3803	9780	-5977
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>13726</b>	<b>13726</b>	<b>0</b>

Les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

(en milliers d'euros)	31.12.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	1152	1152	0
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>		1152	-1152
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	161367	128785	32582
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	128785	161367	-32582
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>291304</b>	<b>291304</b>	<b>0</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	1355	1355	0
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	1355		1355
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>		1355	-1355
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	74166	74166	0
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	41059	33107	7952
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	33107	41059	-7952
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>75521</b>	<b>75521</b>	<b>0</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	22 291	48 101	43 948
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	-66 159	-16 853	-9 962
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		-325	
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>-43 868</b>	<b>30 923</b>	<b>33 986</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-111	1 112	1 200
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-16	-236	-122
Autres produits (charges) nets	-168	54 680	21 656
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>-295</b>	<b>55 556</b>	<b>22 734</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charges de personnel	-79 762	-165 234	-82 374
Impôts et taxes	-4 164	-10 769	-5 193
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-43 740	-97 404	-46 970
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-127 666</b>	<b>-273 407</b>	<b>-134 537</b>

#### Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Salaires et traitements	-41 251	-85 206	-43 356
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 033	-9 472	-5 492
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)		-3 148	-1 113
Autres charges sociales	-15 725	-33 215	-15 034
Intéressement et participation	-12 696	-23 044	-11 954
Impôts et taxes sur rémunération	-6 057	-11 149	-5 425
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-79 762</b>	<b>-165 234</b>	<b>-82 374</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux amortissements	-6242	-12772	-8288
Dotations aux dépréciations		-1	
<b>Total</b>	<b>-6242</b>	<b>-12773</b>	<b>-8288</b>

### 3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-156 740</b>	<b>-299 281</b>	<b>-211 159</b>
Actifs financiers disponibles à la vente	-6		-1
Prêts et créances	-155 304	-294 389	-208 500
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-37	-715	-652
Risques et charges	-1 393	-4 177	-2 006
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>60 200</b>	<b>166 924</b>	<b>116 057</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		3	1
Prêts et créances	54 017	156 399	112 097
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	120	224	198
Engagements par signature	756	1 362	813
Risques et charges	5 307	8 936	2 948
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-96 540</b>	<b>-132 357</b>	<b>-95 102</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-563	-1 357	-634
Récupérations sur prêts et créances amorties	2 758	3 893	1 801
Décotes sur crédits restructurés			
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
<b>Coût du risque</b>	<b>-94 345</b>	<b>-129 821</b>	<b>-93 935</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>826</b>	<b>402</b>	<b>400</b>
Plus-values de cession	957	402	400
Moins-values de cession	-131		
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>-2587</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession	-2587		
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>-1761</b>	<b>402</b>	<b>400</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charge d'impôt courant	-29 391	-69 832	-32 728
Charge d'impôt différé	20 030	26 707	15 542
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-9 361</b>	<b>-43 125</b>	<b>-17 186</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/09

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	45957	34,43%	15 823
Effet des différences permanentes			-3 395
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-3 725
Effet de l'imposition à taux réduit			7
Effet des autres éléments			651
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>19,62%</b>	<b>9 361</b>

Au 31/12/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	178502	34,43%	61 458
Effet des différences permanentes			-19 973
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 709
Effet de l'imposition à taux réduit			-21
Effet des autres éléments			3 370
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>24,16%</b>	<b>43 125</b>

Au 30/06/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	95558	34,43%	-32 901
Effet des différences permanentes			15 073
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			649
Effet de l'imposition à taux réduit			-7
Effet des autres éléments			
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>17,98%</b>	<b>-17 186</b>

### **3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-368161	164	-367997	
Transfert en compte de résultat		9962		9962	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-358199</b>	<b>164</b>	<b>-358035</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-358199</b>	<b>164</b>	<b>-358035</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		-657900	37	-657863	
Transfert en compte de résultat		16853		16853	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-641047</b>	<b>37</b>	<b>-641010</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-641047</b>	<b>37</b>	<b>-641010</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		191168	29	191197	
Transfert en compte de résultat		66159		66159	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>257327</b>	<b>29</b>	<b>257356</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)</b>	<b>0</b>	<b>257327</b>	<b>29</b>	<b>257356</b>	<b>0</b>

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décom

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	284 765	(688 413)	(376 525)
Impôt	(27 409)	47 403	18 490
Total net	257 356	(641 010)	(358 035)

#### 4. Informations sectorielles

##### Information par secteur opérationnel

L'information financière fournie dans les reporting internes de la Caisse régionale concerne l'activité bancaire dans sa globalité.

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 380	7 236
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	8 331	8 699
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>14 711</b>	<b>15 935</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	341	227
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	341	227
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	6 039	7 009
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>6 380</b>	<b>7 236</b>

#### Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	8 331	8 699
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	8 331	8 699
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>8 331</b>	<b>8 699</b>



### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.06.2009	31.12.2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	15 132	26 019
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>15 132</b>	<b>26 019</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	15 132	26 019
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>15 132</b>	<b>26 019</b>

### Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009		31.12.2008	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts d'établissements de crédit				
Autres dépôts				
Titres de dette	NEANT		NEANT	
Passifs subordonnés				
Autres passifs financiers				
<b>Total</b>				

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	501 935	108 339	5 868	647 836	98 170	75 325
Actions et autres titres à revenu variable	5 966	727	861	6 637	1 398	
Titres de participation non consolidés	730 318	28 814	383	521 298	16 520	194 719
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	660			434		
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 238 879</b>	<b>137 880</b>	<b>7 112</b>	<b>1 176 205</b>	<b>116 088</b>	<b>270 044</b>
<b>Impôts</b>		<b>-38 047</b>	<b>-2 020</b>		<b>-34 565</b>	<b>-25 934</b>
<b>Gains et pertes latents sur actifs fin. disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>99 833</b>	<b>5 092</b>		<b>81 523</b>	<b>244 110</b>

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts		
dont comptes ordinaires débiteurs sains	46 070	59 007
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	4 037	4 037
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>50 107</b>	<b>63 044</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>36</b>	<b>109</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>50 143</b>	<b>63 153</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	170 866	20 497
Comptes et avances à terme	130 429	110 743
Prêts subordonnés	44 400	44 400
<b>Total</b>	<b>345 695</b>	<b>175 640</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>3 733</b>	<b>1 185</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>349 428</b>	<b>176 825</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>399 571</b>	<b>239 978</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	66 902	55 327
Autres concours à la clientèle	15 091 082	15 032 228
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	97 600	97 600
Titres non cotés sur un marché actif	3 840	3 840
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	201 414	175 075
Comptes ordinaires débiteurs	97 497	94 604
<b>Total</b>	<b>15 558 335</b>	<b>15 458 674</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>121 600</b>	<b>116 441</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>645 289</b>	<b>566 560</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>15 034 646</b>	<b>15 008 555</b>
<b>Opérations de location financement</b>		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances rattachées</b>		
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur nette au bilan (1)</b>	<b>15 034 646</b>	<b>15 008 555</b>

(1) dont 750 970 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF). La Caisse régionale conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

## Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Administrations centrales	19					19
Etablissements de crédit	399 571					399 571
Institutions non établissements de crédit	1 495 015	485	385			1 494 630
Grandes entreprises	3 102 496	59 953	51 304	29 730	28 334	3 022 858
Clientèle de détail	10 960 805	190 110	116 556	175 199	175 199	10 669 050
<b>Total *</b>	<b>15 957 906</b>	<b>250 548</b>	<b>168 245</b>	<b>204 929</b>	<b>203 533</b>	<b>15 586 128</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>87 043</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-238 954</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>15 434 217</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 91 415 milliers d'euros

	31.12.2008					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	19					19
Etablissements de crédit	238 684					238 684
Institutions non établissements de crédit	1 596 797					1 596 797
Grandes entreprises	2 968 576	42 507	34 416	20 942	19 814	2 914 346
Clientèle de détail	10 893 282	150 310	99 197	159 034	159 034	10 635 051
<b>Total *</b>	<b>15 697 358</b>	<b>192 817</b>	<b>133 613</b>	<b>179 976</b>	<b>178 848</b>	<b>15 384 897</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>85 405</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-221 769</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>15 248 533</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 91 299 milliers d'euros

#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
<b>Créances sur établissements de crédit</b>							0
<b>Créances sur la clientèle</b>	566 561		168 358	-89 630		1	645 290
dont dépréciations collectives	167 884		16 611	-4 772			179 723
dont dépréciations sectorielles	60 674		661				61 335
<b>Opérations de location financement</b>							0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							0
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	4 524		6	-10		-6	4 514
<b>Autres actifs financiers</b>	183			-120			63
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>571 268</b>	<b>0</b>	<b>168 364</b>	<b>-89 760</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>649 867</b>

## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	4 442	4 435
dont comptes ordinaires créditeurs		
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Sous-total</b>	<b>4 442</b>	<b>4 435</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>31</b>	<b>56</b>
<b>Total</b>	<b>4 473</b>	<b>4 491</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	14 294	145 662
Comptes et avances à terme	11 276 807	10 806 460
<b>Sous-total</b>	<b>11 291 101</b>	<b>10 952 122</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>80 760</b>	<b>103 865</b>
<b>Total</b>	<b>11 371 861</b>	<b>11 055 987</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 376 334</b>	<b>11 060 478</b>

### Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	2 523 155	2 707 003
Comptes d'épargne à régime spécial	46 135	41 709
Autres dettes envers la clientèle	845 062	750 954
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>3 414 352</b>	<b>3 499 666</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>18 892</b>	<b>11 824</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 433 244</b>	<b>3 511 490</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	978	978
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	73 510	469 855
. Émis en France	73 510	469 855
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>74 488</b>	<b>470 833</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>1 876</b>	<b>5 102</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>76 364</b>	<b>475 935</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	72 224	87 474
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel	5	5
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>72 229</b>	<b>87 479</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>778</b>	<b>1 899</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>73 007</b>	<b>89 378</b>

Au cours du premier semestre 2009, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à – 15 250 K€ (échéance au 30 juin 2009 de TSR souscrits au 1<sup>er</sup> juillet 1999)).

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Valeur brute	8171			-287			7884
Amortissements et dépréciations	-2937		-107	34			-3010
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>5234</b>	<b>0</b>	<b>-107</b>	<b>-253</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4874</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	231 622		8 758	-6 967			233 413
Créances rattachées (1)							0
Amortissements & Dépréciations (2)	-160 285		-5 683	1 887			-164 081
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>71 337</b>	<b>0</b>	<b>3 075</b>	<b>-5 080</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>69 332</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	74734		762				75 496
Amortissements & Dépréciations	-71339		-559				-71 898
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>3 395</b>	<b>0</b>	<b>203</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 598</b>

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

## 5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	14 225		489		-2 271			12 443
Risques d'exécution des engagements par signature	3 377		37	-37	-756			2 621
Risques opérationnels	14 594			-72			-1	14 521
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	2 496		1 577		-9			4 064
Litiges divers	17 310		1 688	-3 190	-3 632		-3	12 173
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques	1 193		373	-289	-64			1 213
<b>Provisions</b>	<b>53 195</b>	<b>0</b>	<b>4 164</b>	<b>-3 588</b>	<b>-6 732</b>		<b>-4</b>	<b>47 035</b>

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 226 781	1 210 306
Ancienneté de plus de 10 ans	675 654	663 780
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 902 435</b>	<b>1 874 086</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>272 335</b>	<b>273 425</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 174 770</b>	<b>2 147 511</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2009, et hors prime d'état



## Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	42 658	40 011
<b>Comptes épargne-logement :</b>	67 963	68 291
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>110 621</b>	<b>108 302</b>

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 684	3 238
Ancienneté de plus de 10 ans	3 669	2 626
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>6 353</b>	<b>5 864</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>6 090</b>	<b>8 361</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>12 443</b>	<b>14 225</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

## 5.10. Capitaux propres

### ➤ Composition du capital consolidé CR LANGUEDOC au 30 juin 2009

	Montant en K€
CCI	25 420
Dont CCI auto détenus	- 1 318
CCA	51 054
Parts sociales CR	127 741
Dont Parts sociales CR détenues par CL	- 127 740
Parts sociales CL	128 873
<b>Total</b>	<b>204030</b>

La valeur nominale des CCI, CCA et parts sociales de la Caisse régionale est de 10€.

### ➤ Distributions

Les distributions intervenues au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 s'élèvent à 21 444 K€ et figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

Montant en K€	2009	2008
CCI	11 436	11 333
CCA	5 694	5 643
Parts sociales	4 471	4 305
<b>Total</b>	<b>21 444</b>	<b>21 281</b>

## 6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 419 722</b>	<b>2 384 386</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 037 633</b>	<b>1 962 568</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	2 037 633	1 962 568
Ouverture de crédits confirmés	1 626 397	1 502 090
- Ouverture de crédits documentaires	12 946	7 547
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 613 451	1 494 543
Autres engagements en faveur de la clientèle	411 236	460 478
<b>Engagements de garantie</b>	<b>382 089</b>	<b>421 818</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle	382 089	421 818
Cautions immobilières	128 469	144 281
Garanties financières	48 003	52 716
Autres garanties d'ordre de la clientèle	205 617	224 821
<b>Engagements reçus</b>	<b>3 591 677</b>	<b>3 482 529</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>154</b>	<b>582</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	154	582
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 581 998</b>	<b>3 468 196</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	258 962	263 369
. Engagements reçus de la clientèle	3 323 036	3 204 827
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	804 095	789 456
Autres garanties reçues	2 518 941	2 415 371
<b>Autres engagements reçus</b>	<b>9 525</b>	<b>13 751</b>

## 7. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.

- **Principes retenus par le groupe**

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » auxquels le groupe a procédé depuis l'entrée en vigueur de l'amendement IAS 39 adopté par

l'Union Européenne le 15 octobre 2008 ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par cet amendement. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués par la Caisse Régionale**

La Caisse Régionale n'a opéré ni en 2008 ni en 2009 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39.

## **8. Juste valeur des instruments financiers**

### **8a : Juste valeur des actifs et passifs valorisés sur la base de données non observables**

La Caisse Régionale n'est pas concernée.

## **9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire**

Néant

## **10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009**

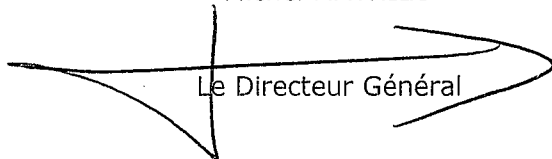
Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Nature juridique	Méthode de consolidation au 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
			30/06/2009	31/12/2008	30/06/2009	31/12/2008
LANGUEDOC	Société coopérative	MERE	100	100	100	100
CL LANGUEDOC	Caisse locale	GLOBALE	100	100	100	100
FORCE MIDI	FCP	GLOBALE	100	100	99,96	99,99

Maurin, le 27 juillet 2009

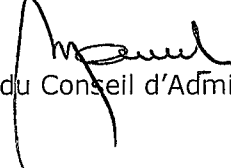
### Déclaration des personnes physiques

Nous soussignés, Alain MAUREL, Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc et Michel Mathieu, Directeur Général de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc, attestons, qu'à notre connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à savoir les événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et leurs incidences sur les comptes semestriels, les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que les principales transactions entre les parties liées.

Michel MATHIEU

  
Le Directeur Général

Alain MAUREL

  
Le Président du Conseil d'Administration

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du  
Languedoc**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

IFEC  
Immeuble Synergie, Le Millénaire  
770, rue Alfred-Nobel  
34000 Montpellier

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Montpellier

ERNST & YOUNG et Autres  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc a appliquées à compter du 1er janvier 2009.

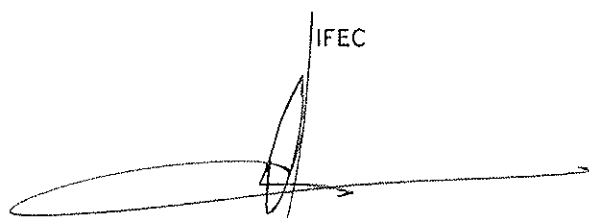
## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

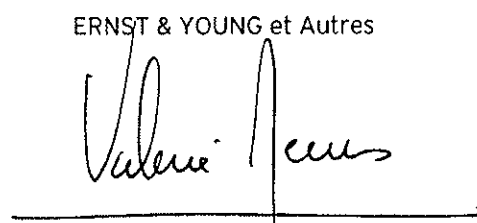
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Montpellier et Neuilly-sur-Seine, le 26 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

IFEC  


Michel Galaine

ERNST & YOUNG et Autres  


Valérie Meeus